

SUR LES MARCHÉS LA MONNAIE UNIQUE CÈDE 2 % SUR LA SEMAINE

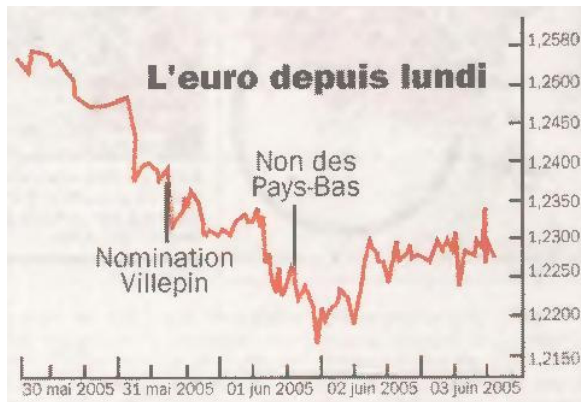
L'euro bouc émissaire

Après les non français et néerlandais, certains agitent le spectre d'une implosion de l'Union monétaire. Et d'aucuns se prêtent à rêver du retour du mark ou de la lire. Fantasmés ou réalité ?

Axel de Tarlé

UN TABOU est tombé cette semaine. Pour la première fois, on a ouvertement parlé d'implosion de l'Union monétaire et de retour aux monnaies nationales. « Le mark pourrait-il revenir ? » titrait jeudi le quotidien populaire allemand *Bild*. Vendredi, un ministre italien, membre de la Ligue du Nord antieuropéenne, a carrément proposé l'abandon temporaire de la monnaie unique en Italie et l'adoption d'une double circulation avec la lire. Le magazine allemand *Stern* avait ouvert le débat mercredi en rapportant une discussion entre le président de la Bundesbank et le ministre allemand des Finances, Hans Eichel, sur « l'échec de l'Union monétaire ». Propos par la suite qualifiés d'absurdes par les intéressés qui disent avoir été mal compris.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, a qualifié jeudi cette hypothèse de « total non-sens ». « L'euro, c'est pour toujours » a cru bon de réaffirmer la Commission. Le chef économiste de la BCE a jugé l'hypothèse d'une sortie de l'Italie « suicidaire ». Et l'un de ses membres a précisé qu'il s'agissait d'un scénario de « science-fiction ». Une fébrilité qui fait les choux gras des eurosceptiques de la City de Londres. Même si « personne



n'y croit », juge Frédéric Gay, directeur général du courtier en ligne Realtime Forex. Qui ajoute : « Ce qui est inquiétant, c'est de voir qu'il existe des politiciens un peu fous en Europe. »

Sur la semaine, l'euro a perdu 2 %, après le double non français et hollandais. Recul notable, mais limité. En réalité, l'euro a plutôt servi d'amortisseur face à la crise politique. Si les monnaies nationales étaient toujours en vigueur, « la crise aurait été plus sérieuse, les spéculateurs auraient pu s'attaquer au franc », estime Frédéric Gay.

Mais, c'est un fait, la crédibilité internationale de l'euro en a pris un coup. L'euro incarne une Europe en panne. Le non au référendum entérine une défiance face à la construction européenne, y compris la rigueur financière qu'elle implique. Les

gouvernements se retrouvent donc tenaillés entre le respect des procédures communes et la tentation d'atténuer le malaise social qui gronde. Ainsi, en France, Jean-Louis Debré, président de l'Assemblée nationale, prône une politique de relance budgétaire, quitte à creuser les déficits. Pour lui, le pacte de stabilité ne « doit pas être une contrainte aussi forte. L'Europe peut fonctionner autrement ». La discipline budgétaire, tant bien que mal tenue par les douze membres de l'Eurozone depuis 1999, semble sur le point de voler en éclats. Le Portugal annonce un déficit budgétaire proche de 7 %, contre 3 % autorisés. La France aura du mal à tenir son objectif de retour dans cette norme.

Surtout, l'euro est accusé d'accentuer les difficultés éco-

nomiques. Outre la flambée des prix unanimement dénoncée depuis le passage à la monnaie unique, les Allemands jugent la politique monétaire de la BCE trop rigoureuse, eu égard à l'atonie de la croissance et à la faible inflation outre-Rhin. Ce qui n'a pas empêché la BCE de laisser inchangés jeudi ses taux directeurs à 2 %. Car Jean-Claude Trichet doit aussi tenir compte du boom économique de l'Irlande ou de l'Espagne, où l'inflation pointe à 3,5 %. « Nous exportons la stabilité dans l'Union monétaire. Nous payons pour cela, et il faut pouvoir le dire, un prix qui n'est pas négligeable », dénonce le ministre allemand de l'économie, Wolfgang Clement. La BCE a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la zone euro, entre 1,1 et 1,7 %, contre 2 % auparavant.

La BCE appelle les Etats membres à procéder à des réformes structurelles pour relancer leur économie. A cet égard, l'arrivée de Dominique de Villepin à Matignon a été fraîchement accueillie par les marchés. L'euro a perdu 0,5 % de sa valeur dans la demi-heure qui a suivi sa nomination. « Sur les marchés, Nicolas Sarkozy était le candidat préféré, grâce à son image d'homme politique favorable aux réformes », explique Audrey Childe-Freeman, économiste à la banque canadienne CIBC.